

Déclaration du CEN
30 janvier 2017

A 83 jours du premier tour de l'élection présidentielle, les jeux ne sont pas faits. Le deuxième tour cauchemardesque entre François Fillon et Marine le Pen, que l'on nous promet depuis des mois, n'est plus une fatalité.

Une autre histoire peut s'écrire. Les Françaises et les Français ont leur mot à dire, et ils le disent, déjouant tous les scénarios mis en place, refusant les impasses dans lesquelles certains s'acharnent à vouloir les enfermer .

Il y a quelques semaines, la primaire de « la droite et du centre » était présentée à longueur d'antennes, non pas comme devant désigner le candidat de droite, mais le futur président de la République. Mais aujourd'hui, François Fillon est sérieusement fragilisé et sa cote de popularité est en forte baisse : son programme ultra réactionnaire de régression sociale a provoqué prise de conscience et réactions face aux menaces qu'il fait peser sur des attentes essentielles des Françaises et des Français, notamment la possibilité de se soigner grâce à la Sécurité sociale, et de disposer de services publics performants.

Un doute profond, et sans nul doute durable, s'est aussi installé sur une des dimensions sur laquelle il voulait bâtir sa campagne, celui d'un homme intègre. Les Françaises et les Français ne veulent plus transiger avec l'éthique en politique et ils ont raison.

Le Front national cherche à profiter de cette situation en travestissant son programme sous un jour prétendument social et en se donnant une image d'intégrité alors qu'il ne cesse d'être impliqué dans « des affaires ». Cette double imposture peut être démasquée si la bataille des idées est menée dans les semaines à venir.

Rien n'est donc joué, mais rien n'est gagné. La victoire d'une politique de gauche reste à construire.

Le peuple de gauche refuse le découragement et la poursuite d'un quinquennat désastreux marqué par la soumission au monde de la finance. Les mobilisations sont nombreuses dans le pays contre les plans de licenciement, pour les services publics. Le peuple veut des suites politiques à sa mobilisation, singulièrement contre la déchéance de nationalité et contre la loi El Khomri.

Après avoir contraint François Hollande au renoncement, il vient dans la primaire socialiste de bouter hors de la présidentielle Manuel Valls. C'est un fait inédit : ni le Président de la République, ni son Premier ministre dont l'ambition commune était d'installer définitivement le PS dans le social-libéralisme ne seront candidats : le projet politique visant à marginaliser durablement toute ambition de transformation sociale est mis à mal et réouvre le débat à gauche : le PCF, qui y a contribué avec d'autres, s'en réjouit.

Une nouvelle période de la campagne des élections présidentielle et législatives s'engage sous la pression croissante de millions d'électrices et d'électeurs qui cherchent un espoir à gauche.

Benoît Hamon désigné pour représenter le PS à la Présidentielle a appelé dimanche les autres candidats et forces de gauche « à construire ensemble une majorité gouvernementale cohérente et durable pour le progrès social, écologique et démocratique ».

Le Parti Communiste Français, engagé dans la campagne pour Jean-Luc Mélenchon, appelle à amplifier les efforts entrepris et à poursuivre le débat public autour de l'affirmation d'une politique de transformation et des convergences nouvelles pour la gagner. Conformément aux initiatives qu'il prend depuis un an, il appelle à multiplier les initiatives pour permettre la victoire d'une gauche de progrès social et écologique et la constitution d'une majorité politique mettant en œuvre une politique résolument à gauche.

Nous appelons à amplifier la campagne contre la droite et l'extrême droite, pour faire barrage à leur présence au deuxième tour de l'élection présidentielle, à leurs projets d'asservissement de la République, de division, d'exaspération de toutes les inégalités.

Nous appelons à amplifier la campagne pour démasquer Macron, dont le projet libéral a aujourd'hui le large soutien des milieux d'affaires et des banques.

Nous appelons à amplifier la campagne de rassemblement engagée par les communistes autour des propositions de « La France en commun », dans l'élection présidentielle et dans toutes les circonscriptions en vue des élections législatives.

Les élections législatives sont plus que jamais une étape essentielle pour construire une majorité qui vote des lois, au nom et en faveur du peuple ! Nous n'avons pas besoin de député-e-s fillonistes pour sacrifier la Sécurité sociale, de député-e-s macronistes pour voter une nouvelle loi d'ubérisation du travail, de député-e-s lepénistes pour fouler aux pieds les valeurs de la République. Nous avons besoin de député-e-s communistes-Front de gauche, de député-e-s irréprochables au plan éthique, de député-e-s de gauche décidé-e-s à combattre le pouvoir de la finance et à écrire des lois d'intérêt général et d'émancipation humaine pour promouvoir une véritable alternative de progrès social.

Nous appelons toutes les forces de gauche à retrouver le chemin du dialogue, à débattre des projets et des contenus pour travailler au maximum de convergences permettant la construction d'un pacte de majorité.

Pour sa part, le PCF est prêt à toutes les rencontres utiles et met au pot commun du débat nécessaire à gauche ce qu'il considère être les grands axes et les propositions constitutifs d'une véritable politique de gauche.

a) La France a besoin d'une grande ambition de progrès social, d'éradication du chômage, de la pauvreté et de la précarité en assurant une sécurité de l'emploi et de la formation, une augmentation des salaires et l'égalité professionnelle Hommes-Femmes, un développement de la santé publique et de la protection sociale, des services publics et de santé performants assurant l'égalité sur tout le territoire.

b) La France a besoin d'une lutte acharnée contre le pouvoir de la finance, s'attaquant à l'évasion fiscale, pour un tout autre rôle des banques en créant un pôle public financier et bancaire, en nationalisant BNP-Paribas et la Société générale, en réorientant le crédit bancaire les profits et les aides publiques aux entreprises vers l'emploi et les besoins humains. La banque centrale européenne doit agir contre la spéculation et l'évasion fiscale et en faveur de l'emploi et des services publics.

c) La France a besoin d'une nouvelle manière de produire et de se développer alliant une nouvelle industrialisation, l'Économie Sociale et Solidaire, le développement de l'agriculture paysanne, une transition énergétique respectueuse de l'environnement et de l'air que nous respirons ensemble !

d) La France a besoin d'une VIe République, démocratisée où le peuple ait droit de cité, d'un Parlement respecté et élu à la proportionnelle, d'une monarchie présidentielle abattue, et de nouveaux pouvoirs des salariés comme l'a exprimé Pierre Laurent samedi 28 janvier, dans son discours de la Rotonde.

e) La France a besoin d'une politique européenne offensive, utilisant son influence et s'alliant avec toutes les forces progressistes pour sortir de l'austérité, libérer l'Europe de la domination de la finance, l'orienter vers un développement solidaire et soutenable. Une autre coopération régionale, fondée sur les choix souverains des peuples peut agir pour un monde de coopération et de paix à l'heure des inquiétantes menaces que fait peser l'élection de Donald Trump sur la sécurité du monde.

Les initiatives nationales dont le PCF est à l'initiative, la première sur le progrès social le 7 février à Port-de-Bouc, comme ses initiatives locales sont des lieux qu'il met à disposition de toutes les forces, de toutes les énergies individuelles et collectives qui veulent s'engager dans ce travail commun.

Le parti communiste est prêt à répondre aux invitations permettant d'avancer dans ce sens, et participera à la rencontre de l'appel des 100 le vendredi 3 février.

Il invite ses militant-e-s, ses élu-e-s, ses candidat-e-s aux élections législatives, à déployer la campagne dans toutes les circonscriptions pour y construire dans le dialogue et l'action les rassemblements les plus larges pour se doter de député-e-s faisant entrer au Parlement, en juin, le peuple et ses attentes.

Paris, le 30 janvier 2017.